

GUINEA BISSAU



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revu de la performance nationale

COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (de 12 PD appuyant le secteur, 6 PD ont participé), les organisations de la société civile (13 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (9 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées sous 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques de CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques relatives à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand ils sont pertinents.

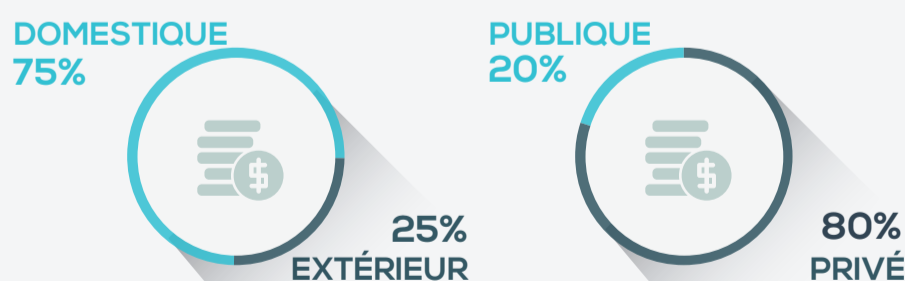
Voir www.internationalhealthpartnership.net/guineabissau pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.

DEPENSES NATIONALES DE SANTE

Dépenses totales de santé par habitant

\$37.28

Sources des dépenses nationales de santé



Source: OMS / Comptes Nationaux de la Santé 2014

ENGAGEMENT

DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE



LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ? ✗

🏠 PD 0%

🏠 OSC ✗ Intervenants qui ont appuyé la revue conjointe

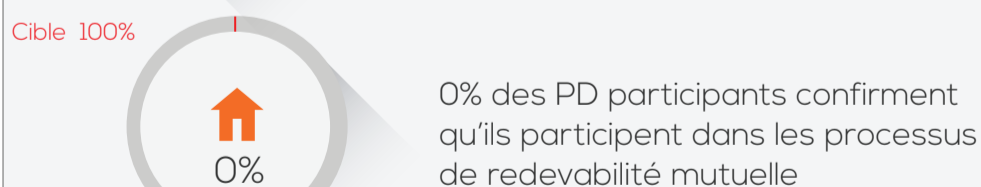
🏠 SP ✗

Il n'existe aucun mécanisme permettant d'évaluer l'ensemble du plan du secteur de la santé nationale.



LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ? ✗



Il n'existe aucune procédure régulière permettant de stimuler la redevabilité mutuelle.

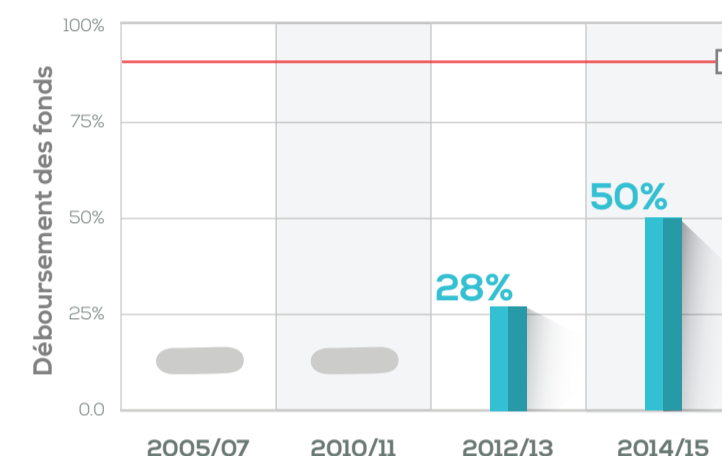
ENGAGEMENT

D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

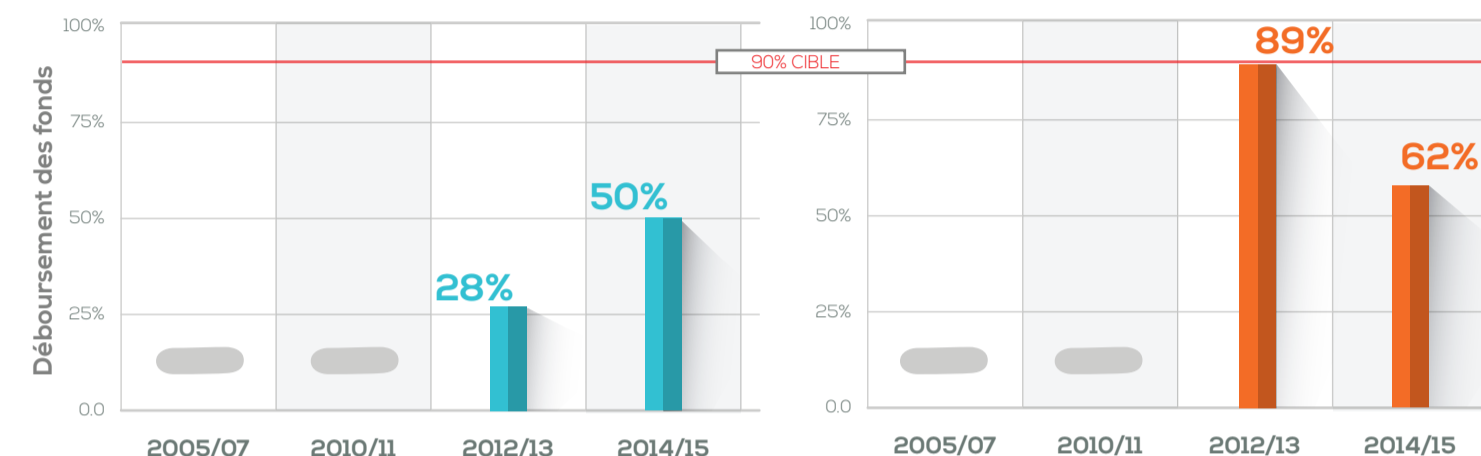


LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE

Le budget de l'Etat déboursé comme prévu



Les fonds des PD déboursés au gouvernement comme prévu



Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place:



L'UNICEF est la seule entité à avoir communiqué les ressources prévues pour 3 ans ; l'OMS, le GAVI et le FM n'ont communiqué que les ressources prévues pour 2 ans. Ceci est dû à l'absence d'un mécanisme de coordination.



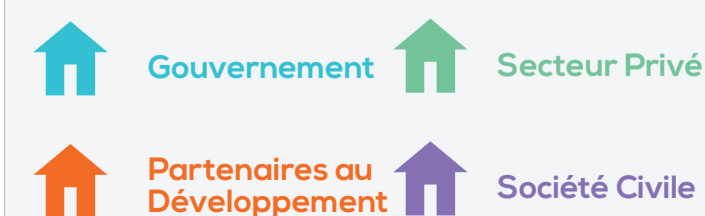
L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX



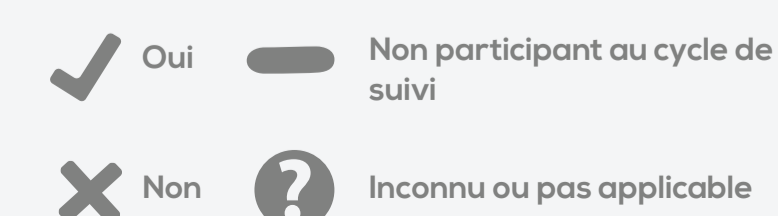
Le PD et le MS ne disposent pas d'informations nécessaires relatives aux ressources enregistrées dans le budget du gouvernement national.

LÉGENDE

Codes couleurs des données



Symbols



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp results

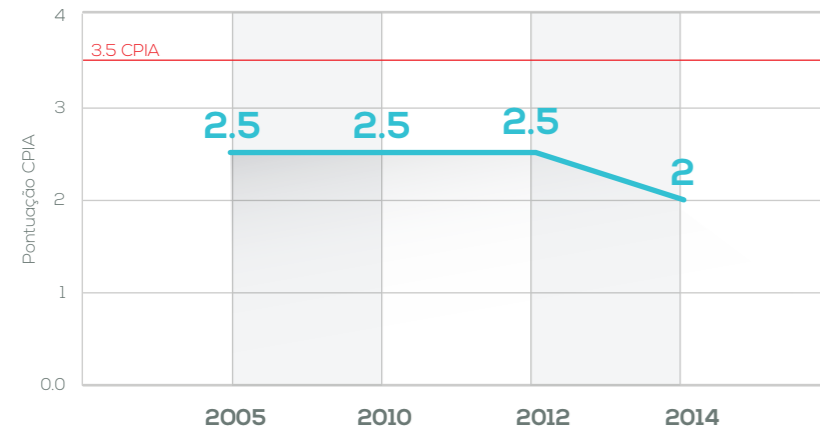
ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU PAYS



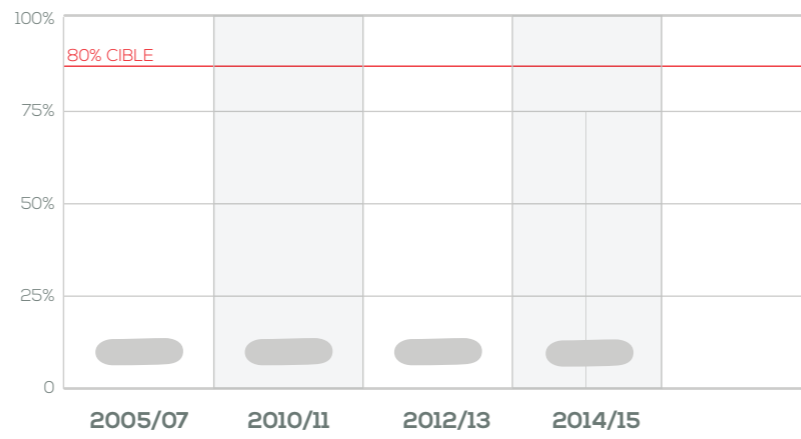
LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

Pourcentage des fonds PD utilisant les systèmes GFP



80%

80% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système de GFP et pour le renforcement des capacités

Le mécanisme d'appui pour le renforcement des capacités et le support aux systèmes du GFP devra être renforcé et révisé.



LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



60%

60% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

60%

60% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi que pour le renforcement des capacités.

60% des PD (le FM, l'UE, l'OMS) utilisent les systèmes nationaux, mais confirment qu'il existe encore de nombreux défis.



L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



0%

0% des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?



60%

60% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

En général, les PDs signent un accord et un plan concernant l'AT se chaque année avec le secteur bénéficiaire et parfois par l'ordonnateur national (le Ministère de l'Économie et des Finances).

ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



ENGAGEMENT PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)



Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé

87%

87% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Le gouvernement fournit des ressources financières

7%

7% des OSC reçoivent des ressources financières



Le gouvernement fournit de la formation

36%

36% des OSC reçoivent de la formation

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)

60%

Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé

85%

85% des OSC confirment qu'elles sont consultées

40%

Les PD fournissent des ressources financières

33%

33% des OSC reçoivent des ressources financières

20%

Les PD fournissent de l'assistance technique

27%

27% des OSC reçoivent de l'assistance technique



ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVE



Le secteur privé voudrait que ses rôles soient reconnus par le gouvernement.



Le secteur privé a besoin de plus de soutien et reconnaît qu'il se doit d'être mieux organisé.



Il doit y avoir un cadre de contact plus régulier avec le gouvernement.



Il y a un contact officiel avec le gouvernement seulement lors des négociations relatives aux revendications syndicales.



Le cadre législatif n'est pas favorable à la performance de l'activité privée laquelle nécessite d'être reconsidérée tout comme la volonté politique de coopération et la reconnaissance du rôle que le secteur privé pourrait jouer.

